



ISSN 1240-0009
CCPAP 0926 S89086

" Tant qu'il y aura des Etats, il n'y aura pas de paix . "

M. Bakounine



Edito

- De l'importance des mots que nous utilisons ...

Monde du travail

- Contre la guerre, contre l'état ...
- Ni chair à patron, ni chair à canon...
- Le concept de "peuple" n'est pas une réalité...

Education

- A ceux qui croient encore que l'école est sanctuarisée !
- Apprenti'sages : critique d'une illusion éducative .

Politique

- Des milliardaires à ne pas savoir qu'en faire ?

- Pour un anarchisme prolétarien .
- Syndicalisme: réforme de l'intérieur, possibilité ou mirage ?
- Lille les porteurs de coran tiennent salon !

Coup de gueule

- A mesdames et messieurs les censeurs ...

International

- Communiqué de la CNT - AIT Perpignan sur les 10 H Palestine .
- L'antarctique libre- un territoire pour toute l'humanité .
- Déclaration des anarchistes du Soudan pour le 1er Mai .

De l'importance des mots que nous utilisons ...

Nous avons intitulé notre communiqué de Mai 2025 "Halte à la barbarie", le même titre que celui que nous avions utilisé pour le communiqué du 8 octobre 2023.

C'est malheureusement une certaine répétition : Mais c'est justement dans le contexte de Gaza que nous ressentons les effets de la légèreté et des rituels gauchistes du passé dans l'utilisation du vocabulaire et de ses effets de répétition. Mieux vaut tard que jamais, nous devons nous positionner plus clairement sur la question des termes.

Il s'agit en premier lieu des termes de combat comme « apartheid », « colonialisme » ou « génocide » (qui n'est pas utilisé dans le texte). Plus une situation devient réelle, moins il s'agit de couper les cheveux en quatre sur le plan sémantique.

Dans l'opinion publique de gauche, ces termes de combat ont été utilisés de manière inflationniste ces dernières années (mais aussi, par exemple, par Zelensky), la plupart du temps parce qu'on voulait ainsi susciter une certaine impulsion émotionnelle et, par la référence historique à des exemples historiques (Afrique du Sud, Rwanda, sans oublier la Shoah), une solidarité correspondante. Les dommages collatéraux « classiques », les expulsions, la discrimination raciale n'étaient apparemment plus assez révoltants.

Et il ne faut pas oublier de mentionner qu'un président américain à l'esprit un peu faible débite aujourd'hui des idées à la fois génocidaires et colonialistes sur Gaza, tout comme il accuse l'Afrique du Sud actuelle de « génocide ». Mais justement, à cause de l'abrutissement du débat dû aux médias sociaux, nous devrions peut-être essayer d'agir un peu différemment.

Le flou entourant la notion de « colonialisme » est justement important ici. Elle est peut-être au cœur de la problématique. Il s'agit ici d'un discours anti-impérialiste qui vise en réalité à dénoncer le « projet Israël » dans son ensemble comme une idée colonialiste, et non pas le colonialisme actuel des colons en Cisjordanie ou la politique du gouvernement israélien à Gaza (qui ont effectivement un caractère colonialiste). Colonialisme de qui ? Des

États-Unis, de l'Europe, du « judaïsme mondial » ? Ou même des nazis (qui n'apparaissent généralement pas dans le calcul) ? Lors de l'évaluation d'un jugement politique d'une région, où avons-nous placé la limite temporelle et géographique de nos "calculs" ? 1945? 1948?

Comment appelons-nous alors des massacres comme ceux du Rwanda (il n'y a pas si longtemps, en 1994, et ils ont effectivement eu lieu avec le soutien du gouvernement français), alors que nous avons déjà entendu ce terme pour toutes sortes d'autres choses ? Et comment appeler ce qui arrive ou pourrait arriver aux habitants de Gaza si l'on ne parvient pas à stopper le gouvernement israélien ?

Ces termes ne sont pas faux en soi, mais ils ont été et sont encore utilisés de manière si arbitraire dans le contexte Israël/Palestine qu'ils n'ont plus guère de signification. Ceux qui les ont utilisés jusqu'à présent voulaient ainsi remettre en question l'existence d'Israël en particulier (pas dans le sens anarchiste contre tous les Etats, comme dans notre texte), alors qu'ils veulent au contraire un Etat palestinien. Il s'agit moins d'une indignation spontanée face à des actes de cruauté que de l'utilisation délibérée de catégories juridiques de droit international. Une discussion dans laquelle, en tant qu'anarchistes, nous n'avons pas vraiment besoin de nous impliquer.

Bien sûr, il s'agit aussi pour beaucoup d'accuser « les juifs » de faire « la même chose que ce qui leur a été fait autrefois (par les nazis). Je pense cependant que nous ne nous trouvons pas nous-mêmes à ce niveau de discussion, même si nous devons être conscients que beaucoup pensent ainsi. Aujourd'hui encore plus que bien des années auparavant. Oui, l'antisémitisme est de retour ...

Mais il ne s'agit pas d'un débat historiographique ou juridique scientifique : ce qui est essentiel, c'est que nous voyons aujourd'hui à Gaza des tendances réellement génocidaires. Pas « seulement » comme effet secondaire de la guerre et de la discrimination raciale, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais une partie du gouvernement de Netanyahu (ses amis d'extrême droite) professe ouvertement des idées génocidaires et la poursuite de la pratique de la guerre ou la privation de nourriture pourrait effectivement les mettre en pratique. Comment appelons-nous quelque chose qui se produit réellement ou qui menace de se produire, alors que les termes ont été appliqués jusqu'à présent des milliers de

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT , 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse
contact@cntaittoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE
PRECEDEE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 192 / MAI - JUI 2025 / cntaittoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 16 Juin 2025 sur les presses d'Axion-Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:
contact@cntaittoulouse.lautre.net

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. Il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:
Anarchosyndicalisme!
7, rue St Remesy,
31000 Toulouse
tel: 05.61.52.86.48
permanence tous les samedi de 17 H à 19 H

Mails:
contact@cntaittoulouse.lautre.net
montauban@cnt-ait.info
perpignan@cnt-ait.info
initiative.03@cnt-ait.info
contact@cnt-ait.info (Paris-banlieue, nord et est de la france)
essonnes@cnt-ait.info
[@CNTAIT \(Paris\)](https://cntait03.wordpress.com)
initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à cnt-ait.info

fois à un pays particulier de manière généralisée dans des situations bien moins pertinentes ?

Beaucoup de gens connaissent les cris de la gauche et ne se sentent plus concernés par cela non plus.

Ce n'est pas la faute de la CNT-AIT si cela a été fait jusqu'à présent, mais nous ne pouvons pas non plus l'ignorer. C'est pourquoi nous proposons deux solutions pour résoudre ce problème :

- Nous n'utilisons pas ces termes de combat, car ils ne renforcent plus la description de la situation. Ce qui rendrait peut-être certains textes encore plus forts dans leur impact.
- Ou (ce qui demande plus de travail, y compris de lecture, mais qui est peut-être aussi plus intéressant) : Nous expliquons pourquoi et quand nous les utilisons et quand nous ne les utilisons pas, en nous démarquant de l'anti-impérialisme de gauche habituel (qui est bien souvent réduit au seul anti-américanisme, cet anti-impérialisme des imbéciles pour reprendre l'expression du communiste ouvrier iranien Mansoor Hekmat).

Nous devons être exigeants avec nous-mêmes quand nous nous exprimons, car on voit à quelle vitesse le langage nous lâche quand ça compte vraiment (le 7 octobre, la guerre et l'affamement de Gaza, ... ou ce qui pourrait venir).

Un compagnon sans patrie ni frontière.

POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire – en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

Contre la guerre, contre l'État : réflexions du point de vue de l'anarchisme ouvrier.

Les travailleurs n'ont aucune raison de participer aux guerres menées par les gouvernements pour des raisons économiques, politiques ou de domination. Le devoir du prolétariat est de lutter contre la guerre avec la même énergie qu'il met à combattre l'exploitation. (Congrès de l'Association internationale des travailleurs, 1922)

En ces temps sombres, où la guerre fait à nouveau la une des journaux du monde entier, depuis les villes dévastées d'Europe de l'Est, du Yémen et de Palestine, etc... nous ressentons le besoin d'élever une voix claire, calme et profondément humaine- notre voix de ceux d'en bas, au travail et dans la vie quotidienne, qui résistent à la culture de mort promue par l'appareil militariste de l'État et des maîtres.

Les politiciens et les bureaucrates remplissent les informations de déclarations sur la patrie, tandis que l'avidité des actionnaires des grandes sociétés transnationales fait bouger les marchés de telle sorte que les armées détruisent des villages, que des générations entières sont mutilées et que des jeunes hommes, garçons et filles, meurent.

Vous ne nous convaincrez jamais avec vos appels à la mort !

Nous refusons de participer à toute armée, rejetons la conscription forcée ou volontaire et dénonçons le militarisme qui imprègne les écoles et les médias et cherche à façonnailler nos vies dans une culture militariste. Il ne peut y avoir ni justice ni paix tant qu'il y aura des armées !

Nous n'avons pas de patrie à servir, pas de frontières à défendre, pas d'ennemis dans d'autres pays. Notre lutte est une lutte pour la vie,

contre l'oppression des États créés pour soutenir le commerce de la guerre, l'oppression et l'exploitation des peuples.

Ne vous y trompez pas : la guerre est aussi un instrument de contrôle interne : une justification de la répression, de la peur et de l'obéissance. Des sacrifices sont nécessaires et des droits sont restreints. L'unité nationale se renforce, tandis que les inégalités s'accentuent.

En tant qu'organisation de travailleurs anarchistes et antimilitaristes, nous rejetons les appels à des réformes timides visant à rendre la brutalité des armées plus tolérable. Notre seule proposition est une organisation libre et consciente des travailleurs pour abolir le système qui produit ces meurtres de masse.

Pour un internationalisme des peuples contre les États ! Contre toutes les guerres, pas une seule balle, pour leurs bannières ! À bas le militarisme, pour la liquidation des armées !

Vive la solidarité ouvrière !

Bibliothèque numérique portant le nom d'Emilio Lopez Arango

Traduction de l'espagnol

<https://bibliotecadigitalbdela.blogspot.com/2025/04/contre-la-guerre-contre-l-etat-una.html>.

Source : <https://airus.info/node/6302>

NI CHAIR A PATRON / NI CHAIR A CANON

Tract diffusé à Nantes par les compagnes et compagnons de l'Initiative CNT-AIT Grand Ouest, à l'occasion du Premier Mai.

“Rien ne justifie la guerre, excepté celle de tous les peuples contre leurs despotes et exploiteurs !”

La Révolution Sociale – Emma Goldman

La guerre comme prérogative des classes dominantes au bénéfice du Capital

Quelles que soient les modalités de gouvernance et de gestion économique, des chefferies claniques à la démocratie bourgeoise, la classe au pouvoir fait usage de la guerre pour accaparer le maximum de ressources et maintenir son influence politique, à l'extérieur ou à l'intérieur de frontières d'un territoire jugé « légitime ».

**NI CHAIR A PATRON, NI CHAIR A CANON !
GUERRE A LA GUERRE !**



CNT-AIT / Initiative Grand Ouest
(Association Internationale des Travailleuses et des Travailleurs)
Anarchosyndicalisme – Résistance autonome populaire
contact@cntait.info <http://cntait.info>

Aujourd'hui, la classe dominante, qui détient les moyens de production, mise sur une production exponentielle afin que ses profits suivent la même courbe. Or, cette utopie ne fonctionne pas car il est impossible d'absorber toute cette production qui

ne correspond en rien à nos besoins.

Ce système économique conduit donc inévitablement à des crises, régulées alors par de la destruction massive : la guerre. Ce cycle infernal dont pâtit la classe laborieuse est géré par Les États et leurs gouvernements au service de la bourgeoisie.

Aux quatre coins de la planète

En 2025, on estime à 50 le nombre de pays en proie à un conflit actif dans le monde.

Si l'Ukraine et la Palestine sont considérées comme les deux principaux foyers mondiaux de conflit, d'autres régions connaissent des situations de guerres de différentes intensités : le Soudan, le Sahel et la région des Grands Lacs, le Mexique et la Colombie, Haïti, le Pakistan, l'Iran et ses alliés, le Yémen, le Myanmar, la Cisjordanie, le Liban...

A quel moment le prolétariat mondial connaîtra-t-il enfin la paix ?

Militarisation des esprits, Économie de guerre

En France, derrière les édifiantes annonces qui tentent de justifier une nécessité à l'économie de guerre, ne résonne que l'impétueuse envie de casse sociale en faveur d'une croissance pour des riches toujours plus riches :

- «Nous battre contre notre propre indolence» (Édouard Philippe, 16/03/2025), représentation libérale du modèle social.
- «Travailler davantage» (Darmanin et Attal, 10/2024), suppression des 35h, réforme des retraites, des allocations chômage et minima sociaux, des arrêts de travail, simplification radicale de la vie des entreprises et baisse de leurs impôts...
- «Augmenter les efforts de défense sans augmenter les impôts» (Macron, 5/03/2025) et «Demander de travailler plus aux Français n'est pas un sacrifice... mais un progrès» (Amélie de Monchalin, 17/03/2025), garantie directe de l'enrichissement du patronat et de tous les actionnaires ainsi que l'inéluctable détricotage de nos quelques conquis sociaux quitte à adopter une stratégie du choc pour aller toujours plus loin dans le cynisme.
- «Le réarmement des esprits commence à l'école» (Jean Noël Barrot, 10/03/2025), eux n'iront jamais patauger dans les tranchées ou mourir au front en cas de mobilisation. Car ce sont les enfants des classes laborieuses qui s'y collent à toutes les fois !

Comment ne pas être révolté par cette propagande anti ouvrière alors que l'inflation menace de repartir à la hausse et que les plans de licenciements se multiplient en Europe !

Des Chiffres indécents

S'appuyant sur la panique sécuritaire générée par le contexte géopolitique, les gouvernements et institutions européens rivalisent dans le déploiement de budgets militaires :

Von der Leyen promet 800 milliards pour l'UE et son plan « Rearm Europe ». Le nouveau gouvernement allemand annonce un plan titanique de 900 milliards d'euros, tandis que Sébastien Lecornu prévoit une augmentation massive du budget de l'armée française pour atteindre au moins 90 milliards par an. Au Danemark, le gouvernement veut repousser l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour financer les dépenses militaires, Macron envisage de s'inspirer du modèle...

Dans de nombreux pays d'Europe, le retour du service militaire, obligatoire, volontaire ou sous la forme de formation civile pour : « la cohésion républicaine » (SNU en France, par ex) est acté ou en discussion.

La nécessité idéologique d'un retour à l'élan patriotique est bien là.

Alors qu'il faut s'attendre à des attaques brutales contre nos conditions de vie, alors que l'État lorgne sur l'épargne de la population, les fabricants de mort s'émoustillent de leurs chiffres d'affaires. Patrice Caine, directeur du groupe Thalès, s'enthousiasme de ce fabuleux moteur de croissance qu'est la guerre : son action a quasiment doublé en deux mois.

Un fusil d'assaut = 1.300€, un lance-roquette = 3.000€, un char d'assaut Leclerc = 6,5 millions d'euros Sans compter les munitions, ni le carburant

Pour rappel, dans le budget 2025 en France : 23 milliards amputés sur les dépenses sociales, écoles, hôpitaux, culture...

Parce qu'il n'y a aucune issue individuelle à cette folie

Nous, prolétaires, qui ne reconnaissions aucune autre frontière que celle avec la classe dominante, sommes, partout dans le monde, en premières lignes à subir les méfaits et les différentes catastrophes de notre temps, qu'ils soient écologiques, guerriers, économiques ou sociaux.

Or, le système capitaliste qui les crée et nous y plonge n'est pas une fatalité indépassable et face à sa complexité nous sommes armés pour identifier l'origine de ces problèmes dans l'organisation sociale, politique et économique que veut nous imposer la bourgeoisie.

Nous avons confiance dans notre intelligence collective et notre rapport de force numérique pour toujours nous opposer et refuser de n'être que chair à patron et chair à canon !

Aussi, nous, anarcho-syndicalistes, soutenons tous les déserteurs, tous les efforts de fraternisation sur les lignes de fronts, toutes les tentatives de grèves et de sabotage pour mettre fin aux folies guerrières des puissants. Nous sommes du côté de toutes les populations qui souffrent et tentent de résister sous le feu d'armées étrangères ou locales, mais nous ne soutiendrons jamais une quelconque organisation visant à se constituer en pouvoir étatique au service d'une nouvelle bourgeoisie, qui inévitablement reconduira le cycle de l'exploitation du prolétariat et de futures menées nationalistes et guerrières. Nous appelons à un changement global, du mode de production et d'organisation, par la révolution

Il est urgent pour nous de préparer, un projet commun révolutionnaire et libertaire du prolétariat du monde entier et la résistance aux divisions organisées par les états ou groupes belligérants.

(Section en France de l'Association Internationale des Travailleuses et des Travailleurs)

Anarchosyndicalisme – Résistance autonome populaire

Le concept de « peuple » n'est pas une réalité. C'est un mythe politique pratique, un mythe qui a une fonction.

Texte original en arabe : <https://cnt-ait.info/2025/05/05/peuple-ar>

L'idée de « peuple » n'est pas une entité fixe ou une essence homogène, mais plutôt une construction imaginaire qui apparaît chaque fois que le pouvoir, la révolution, la nation ou la justice sont invoqués. En surface, cela suggère la simplicité : un groupe unifié avec une volonté, une voix et un intérêt. Mais au fond, il s'agit d'un nœud de contradictions, d'un ensemble de voix dissonantes et d'une combinaison décentralisée de forces, qui ne peuvent être réduites à un seul mot.

« Le peuple » n'est pas un arbre avec une seule racine (origine, identité, histoire), mais un réseau de racines qui poussent horizontalement, se connectent, se séparent, se retournent et s'entrelacent sans centre, sans début, sans fin. Il n'existe pas de moment précis où l'on puisse dire : « C'est ici que le peuple commence » ou « C'est ici que le peuple parle ».

Dans le discours politique, le terme « peuple » est utilisé comme une façade rhétorique pour dissimuler les conflits de classe, les inégalités et la violence symbolique. Les « personnes » différentes, conflictuelles et marginalisées se transforment en une seule entité imaginaire, servant certains objectifs :

- L'État parle au nom du peuple pour justifier la répression.
- L'opposition parle au nom du peuple pour justifier la révolution.
- La droite et la gauche se disputent la question : « Qui est le vrai peuple ? »

Mais qui est vraiment « le peuple » ? S'agit-il de celui qui a faim, qui

vit à la marge ? Est-il un bourgeois déguisé en homme populaire ? Est-il un travailleur, un réfugié, un prisonnier, un étudiant, un intellectuel ? Ou bien tous ces individus appartiennent-ils à des classes et des tendances qui se chevauchent et qui ne peuvent être combinées dans un seul contenant sans nier leurs caractéristiques et leurs conflits ?

Cette analyse ne cherche pas « l'essence du peuple », mais demande plutôt : comment ce concept est-il créé ? Qui le formule ? Qui l'utilise ? Contre qui ? Dans quel but ?

Il s'agit d'une analyse qui rejette l'accent mis sur « l'identité nationale » ou « l'intérêt général » et qui se concentre plutôt sur la déconstruction de la relation entre le pouvoir, la langue et l'imagination politique.

Le résultat ?

« Le peuple » n'est pas réel. C'est un mythe politique pratique, un mythe qui a une fonction. Sa fonction peut être d'unifier, de mobiliser ou de justifier. Mais il s'agit, en substance, d'un dispositif discursif qui produit du pouvoir autant qu'il prétend représenter ceux qui n'en ont pas.

N.C. (Tunisie)

In arabic : <https://cnt-ait.info/2025/05/05/peuple-ar>

In English : <https://cnt-ait.info/2025/05/05/people-en>

In français : <https://cnt-ait.info/2025/05/05/peuple-fr>

En español : <https://cnt-ait.info/2025/05/05/people-es>

En Esperanto : <https://informabulteno.wordpress.com/2025/05/05/polopo-ne-estas-realaj>



A ceux qui croient encore que l'Ecole est sanctuarisée !

Cette fois-ci on y est : L'école de guerre, l'école militarisée, l'enseignement de la mort sous couvert de journées « rallye citoyen », les élèves encadré-e-s passent à l'action. La propagande guerrière depuis la crise du covid (je me refuse à féminiser ce terme) bat son plein relayée par des médias de plus en plus serviles et acquis à la folie macronienne, et sa mise en œuvre est réelle.

La France deuxième marchand d'armes au monde n'en restera pas là. Accusant un déficit de personnel pour ses armées elle recrute et, pour ce faire, sensibilise au plus fort notre jeunesse. Le service national universel a fait un plouf retentissant -l'engouement, espéré par l'inscription en masse de classes et établissements, n'est pas au rendez-vous ; qu'à cela ne tienne, ils persévérent. Une semaine après le 8 mai commémorations de l'armistice, victoire sur le fascisme et le nazisme certes et fin de la barbarie de la deuxième guerre mondiale.

Mais on oublie vite !! Voilà ce qu'on pouvait voir ce jeudi 15 mai : une foule de jeunes collégiens réunis pour une journée sportive départementale ?

Et bien non ! Il faut vous rentrer ça dans le crane : bientôt nous serons en guerre ! Préparons-nous !

Et donc jouons, faisons semblant, imitons mais de grâce, fini les enfantillages. Faire la brouette -revue et corrigée par l'armée pour l'occasion- donne lieu à des exercices de désorientation musclés, faire équipe donne lieu à des « sections » d'évacuation de blessés, tout ceci avec les attributs militaires, armes factices -jusqu'à quand ?- casques kakis gilets pare-balles, puis apprendre à viser, donc à tirer, ce qui, même pour se défendre, est apprendre à donner la mort. Quelle citoyenneté que ce rallye. Qui a envisagé la violence



Ne soyons pas naïfs !

Le dessin de clôture aux apparences joyeuses montre bien la confusion et le manque de maturité devant ce qui se joue. Le catalogue de la bien-pensance, par ces mots - vivre, jeunesse, libertés, solidarité, droits des femmes, égalité, paix, fraternité, respect, aimer,- qui s'enracinent depuis l'arbre tricolore, patriotique, relève du slogan, du formatage de la pensée sans recul, brut de décoffrage.

Mais j'y vois plutôt, en espérant de tout cœur éviter la prémonition, un monument mortuaire érigé à la mémoire des enfants-soldats de la « section Pink Floyd », partis trop tôt pour une guerre qui ne les concernait pas, fleurs fanées qui s'envolent au vent, morts pour « la Patrie de demain » qu'ils ne verront jamais. Leurs guerres, Nos morts ! No more !



Apprenti'sages : critique d'une illusion éducative

Sous couvert de former la jeunesse, le système de l'apprentissage est devenu pour nombre d'entreprises, un outil cynique d'exploitation, soutenu à bras-le-corps par l'Etat. D'année en année, les aides publiques pleuvent pour les employeurs, qui transforment l'apprentissage en une forme moderne de main d'œuvre low-cost, encadrée par peu de droits

et encore moins de considérations humaines.

Contrairement à l'image méritocratique souvent véhiculée, l'apprentissage reproduit et renforce les inégalités sociales. Les filières les plus valorisées restent majoritairement scolaires et universitaires, tandis que l'alternance concentre une large part des élèves issus des classes populaires. Les jeunes en apprentissage occupent les métiers les

plus durs, les moins valorisés, les plus précaires.

Dès 15 ou 16 ans, une orientation souvent contrainte enferme les individus dans des trajectoires professionnelles où l'autonomie, la créativité et la critique sont étouffées. Le travail précoce, valorisé comme "expérience", est en réalité une entrée rapide dans les logiques d'exploitation, sans réelle possibilité de remise en question. C'est une école de la soumission, pas de la liberté.

Le décret du 22 février 2025, fraîchement pondu, reconduit une fois encore les généreuses primes à l'embauche d'apprentis. Officiellement, il s'agit de « favoriser l'accès des jeunes à l'emploi ». Officieusement ? Un transfert d'argent public vers le privé, sans réel contrôle, ni exigences de formation. A l'heure où les jeunes galèrent pour trouver un emploi digne, l'Etat préfère injecter des millions dans un système qui profite bien plus aux employeurs qu'aux apprentis eux-mêmes. Ce nouveau décret n'est qu'un chapitre de plus dans une longue histoire de marchandisation de l'apprentissage. L'état subventionne des entreprises, les entreprises recrutent des jeunes qu'elles paieront au lance-pierre, les centres de formations ferment les yeux- et tout le monde est content. Sauf l'apprenti. Et que dire des employeurs qui, une fois l'aide empochée, se débarrassent de leurs apprentis pour en prendre d'autres ? Une rotation organisée, structurelle, institutionnalisée. Les apprentis deviennent jetables, interchangeables, une variable d'ajustement. Ce système ne forme pas, il broie.

Sur le terrain, les situations bien méridiques s'accumulent et remontent grâce aux professionnels de terrain qui gèrent l'accompagnement socio-professionnel des apprentis (cf. 14 missions d'un CFA). De jeunes travailleurs envoyés sur des chantiers sans encadrement, réduits à de la main-d'œuvre d'exécution corvées à merci. D'autres, invisibilisés dans les services ou les ateliers, sous « formés » à remplir des plannings. Pas de suivi pédagogique.

Le cœur du problème est là : l'apprentissage n'est pas pensé pour émanciper, mais pour servir l'économie. Ce sont les intérêts patronaux avant tout ! L'Etat joue les pompiers pyromanes et il se présente comme le garant de la jeunesse, mais arme un système qui exploite les plus précaires.

Derrière le discours de l'excellence et de l'insertion professionnelle, se cache une réalité bien plus brutale : une jeunesse assignée au travail sous-contrainte, dépendante de la bonne volonté d'un patron, souvent enfermée dans des logiques hiérarchiques où l'autonomie est un mirage.

Une approche libertaire de la formation remettrait radicalement en question cette logique. Elle affirmerait que la formation appartient à celles et ceux qui la vivent, pas à ceux qui la financent ou l'exploitent. Elle défendrait une éducation émancipatrice, autogérée, libérée du marché et du contrôle étatique. Il ne s'agit pas d'améliorer un système bancal, mais de l'abolir pour reconstruire autre chose. Un apprentissage basé sur le partage libre des savoirs, la coopération et l'autonomie. Un monde où l'on apprend pour grandir, pas pour servir.

Derrière la rhétorique de « l'engagement » et de « la responsabilisation », l'apprentissage impose aux jeunes une double charge : celle d'être à

la fois élève et salarié. Cette position hybride, instable, les expose à des formes de pression psychologique qui passent souvent inaperçues. L'apprenti est censé s'intégrer dans deux mondes — scolaire et professionnel — tout en étant pleinement compétent dans les deux. Cela signifie suivre des cours, effectuer des tâches en entreprise, subir des évaluations constantes, gérer des attentes parfois contradictoires. Ce rythme épuisant laisse peu de place au repos, à la réflexion ou simplement à l'existence en dehors du travail. La peur de l'échec, le stress de « ne pas être à la hauteur », la dépendance à un tuteur ou à un patron, l'absence d'espace de parole libre dans l'entreprise : tout cela concourt à une détérioration progressive de la santé mentale. Le taux de décrochage, les burn-out précoces, les épisodes dépressifs ou anxieux sont de plus en plus fréquents, en constante augmentation. Et comme toujours, ces souffrances sont individualisées, psychologisées, au lieu d'être reconnues comme les symptômes d'un système qui écrase.

Plus grave encore : même lorsqu'ils cherchent de l'aide, les apprentis se heurtent à des murs. Dans les lycées publics, de nombreuses infirmières scolaires refusent de les prendre en charge, car leur statut ne

**l'apprentissage
n'est pas pensé
pour émanciper,
mais pour
servir
l'économie. Ce
sont les intérêts
patronaux avant
tout !**

leur donne pas droit à des primes comme pour le suivi des lycéens « classiques » dits en statut initial. Cette logique comptable traduit une indifférence institutionnelle profonde. On exige des apprentis qu'ils se comportent en adultes responsables, mais on les prive des droits élémentaires liés à la protection de leur santé, même dans les lieux censés les accueillir et les former. Cette violence administrative est structurelle : elle illustre comment l'État, loin de garantir le soin et l'égalité, hiérarchise les corps, exclut les plus vulnérables, et organise la négligence au nom de la rentabilité.

Le soin et l'autonomie devraient être au centre de nos vies, il est impensable de considérer cette réalité comme une fatalité. Elle doit être dénoncée comme une violence structurelle, un autre rouage du dispositif disciplinaire qu'est l'apprentissage.

A force de subventionner sans condition, l'Etat fait de l'apprentissage un outil d'asservissement. Sous couvert d'insertion, il normalise l'exploitation. Les entreprises se servent. Les jeunes se taisent. Et ils osent parler de « voie royale » !

Loin d'être une voie de liberté, l'alternance est un laboratoire du pouvoir sur la jeunesse. Sous prétexte de professionnalisation, elle diffuse une culture de l'obéissance, de la compétition et de la docilité. Pour qui veut penser une société affranchie de la domination, il est nécessaire de critiquer frontalement ce modèle et d'envisager d'autres manières de transmettre, d'apprendre et de créer ensemble, hors des cadres imposés. Il est encore temps de refuser cette logique et de revendiquer le droit à une formation libre, émancipatrice et égalitaire. L'apprentissage oui, mais pas au prix de notre dignité.

Maya, une professionnelle du champ socio-éducatif qui bosse dans le secteur de l'apprentissage.

Des milliardaires à ne savoir qu'en faire ? Révolution sociale !!!

Tout observateur de l'actualité ne peut être que saisi à la fois d'effroi et d'émerveillement en constatant l'extraordinaire résilience du système économique et politique qui, sur toute la planète, maintient les populations dans un état de parfaite soumission à ses lois absurdes et impitoyables.

Pourtant, depuis des siècles, on sait que ce système génère des injustices et des inégalités monstrueuses, produit des guerres et des famines, enrichit prodigieusement une minorité et réduit à la misère la majorité, abrutit les populations, et ce malgré le fait que, depuis des siècles, nombre de penseurs et philosophes qui ont dénoncé ces évidences, que rien ne change.

Encore aujourd'hui en plein vingt et unième siècle, les dégâts causés par ce système sont monstrueux ; presque 10 % de la population mondiale meurt de faim, un nombre de personnes, d'enfants, de vieillards, bien plus important encore est sous-alimenté et ne dispose même pas d'eau potable, des millions de familles sont obligées de s'exiler du fait de guerres (des conflits guerriers ravagent plus de cinquante pays) ou de catastrophes climatiques, des centaines de millions de personnes voire d'enfants sont obligés de travailler dans des conditions indignes pour un salaire absolument misérable, partout la biodiversité s'effondre etc...

Et pendant ce temps quelques centaines de milliers de personnes accumulent des fortunes gigantesques : 3000 milliardaires cumulent autant de richesses que les 50 % les plus pauvres (presque 5 milliards de personnes).

Pire encore, on découvre aujourd'hui que ce système est non seulement violent, injuste et inéquitable, mais également suicidaire, car, inéluctablement il mène l'humanité dans une impasse. Faisant de l'accumulation de richesses matérielles le but ultime de la vie humaine, il a lancé toute l'humanité, Etats, entreprises et individus, tous placés en situation de concurrence, dans une course à la croissance et à la puissance aussi vainqueur qu'absurde. Le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'épuisement des ressources, l'empoisonnement de l'eau, de l'air et des sols sont les preuves incontestables qu'une croissance indéfinie dans un monde fini est impossible. Au final nous serons obligatoirement tous perdants, toutes victimes de l'idéologie libérale. Pourtant, malgré les multiples alertes des scientifiques, rien ne change, la course aux profits étouffe la raison. La soif de richesses et de pouvoirs des gens des classes dominantes est toujours aussi grande ; leur volonté de puissance et de domination ne connaît aucune limite.

Tout au long de l'histoire les tentatives pour briser ce système de domination n'ont pas manqué. Révoltes d'esclaves, de serfs, de paysans, de domestiques, d'ouvriers, révoltes parfois, mais qui se sont toujours terminées par la défaite des révoltés. Et si quelquefois des victoires ont été remportées, elles ont toujours été provisoires et

n'ont abouti au final qu'au remplacement de la classe des exploiteurs par un système de domination largement aussi féroce que le précédent.

Le nouvel État, affublé de qualificatifs avantageux se révèle au final un maître largement aussi cruel et abusif. Il est bien certain que tous ces échecs, tous ces espoirs déçus ont renforcé dans la conscience populaire l'idée que la construction d'une société plus égalitaire et démocratique est impossible, que l'humanité entière est condamnée à subir pour l'éternité la loi du marché capitaliste et que chacun, devant en prendre son parti, n'avait d'autre choix que d'essayer de tirer seul son épingle du jeu, quitte à devenir soi-même un profiteur du système.

« Chacun pour soi et que le meilleur gagne » est le maître mot de cette société. Adieu l'égalité, l'entraide, la solidarité, le partage ; toutes ces valeurs, qui pendant des dizaines de millénaires ont seules permis à nos ancêtres de subvenir à leurs besoins, de subsister dans une nature hostile et de surmonter une multitude d'obstacles, sont aujourd'hui considérées par les thuriféraires du système actuel comme d'un autre temps.

Si cette transformation radicale des valeurs de la société humaine est liée à l'avènement d'une classe de dominants, exploitant sans scrupules les classes inférieures, les véritables « maîtres d'œuvre » de cette transformation ont été les états et les religions qui en privant depuis des siècles les populations de tout esprit critique et en réprimant toute contestation, les ont amenées à accepter à obéir à leurs diktats et même à aimer leurs chaînes,

ce qu'Étienne de la Boétie, scandalisé par l'apathie et le manque de réaction des classes dominées au seizième siècle, a dénoncé comme leur « servitude volontaire ».

Certains diront que, depuis l'époque de La Boétie, les choses ont beaucoup évolué et il est vrai que les lois du marché ont remplacé dans l'esprit des gens les commandements des



églises, que la marchandise a remplacé les anciennes idoles, et qu'aujourd'hui la plupart des personnes ne se préoccupent plus de leur avenir après la mort et font de leur enrichissement personnel, de l'accumulation de richesses, le but ultime de leur vie ; mais à y regarder de plus près, on constate que les ressorts du système n'ont pas changé : Une classe de privilégiés domine outrageusement et exploite de manière scandaleuse les classes de producteurs. Le plus terrible est de constater que le constat de La Boétie est toujours valable. Ce système ne se perpétue que parce qu'il est accepté par les dominés, parce qu'ils se soumettent volontairement aux désirs de la classe dominante.

Pour qu'une révolution soit victorieuse et qu'elle débouche sur la construction d'une société réellement anarchiste, il faut donc qu'une grande partie de la population devienne consciente qu'elle a intérêt à la faire, et qu'un changement radical de société est possible, autrement dit qu'elle prenne conscience de sa force, qu'elle remplace toutes les mythologies au service du système actuel par des valeurs, d'égalité réelle, d'entraide, de solidarité et de liberté. C'est au développement de cette conscience que participent les militants de la CNT AIT.

Pour un anarchisme prolétarien

Dans le petit milieu de l'anarchisme francophone, en France comme à l'international, certains reprochent à la CNT-AIT d'être plus anarchos que syndicalistes, car selon nos détracteurs pour pouvoir exister au sein du prolétariat, il faudrait faire ce que eux pensent être du « vrai syndicalisme » c'est-à-dire se présenter aux élections professionnelles.

Le problème est que ces fameuses élections professionnelles sont arbitrées par les Loi de la République bourgeoise, et qu'au final, nos possibilités pour aboutir au minimum à une pratique anarchosyndicaliste en les utilisant sont en fait impossibles. A ce que je sache, la Loi n'est pas faite pour développer les pratiques révolutionnaires qui visent à la subvertir et à la remplacer.

La Loi au contraire est faite pour intégrer tout le monde – même ses plus farouches opposants - dans son système. On en arrive alors à cette aberration où les mêmes qui nous critiquent car nous ne serions pas assez syndicalistes nous disent également que s'organiser à la base avec ses collègues de travail, en étant indépendant d'une structure syndicale institutionnelle, sur une base d'assemblée, et de contrôle des mandatés ce ne serait pas de l'anarchosyndicalisme. Et que ce serait exactement l'opposé qu'il faudrait faire, c'est-à-dire d'abord créer une organisation syndicale structurée et ensuite commencer à envisager à lutter avec ses collègues au sein d'une boîte. Avec ce genre de logique, on aboutira forcément à une organisation de type bureaucratique, même prétendument anarchosyndicaliste.

La base de l'anarchosyndicalisme est que les travailleurs s'organisent entre eux de façon libertaire. La structuration vient ensuite. De plus l'anarchosyndicalisme ce n'est pas seulement s'organiser au sein du lieu de travail, mais aussi le logement, le coût de la vie/la bouffe, des choses qui ne paraissent pas lié au travail, mais qui sont en fait au cœur des préoccupations des travailleuses et des travailleurs.

Aujourd'hui quasiment tous les syndicats à travers le monde, bénéficient de la protection de leur Etat, les gouvernements et les

parlements font des lois pour garantir la « liberté syndicale », c'est-à-dire pour encadrer par la loi l'organisation des travailleurs. Il est finit le temps où les Capitalistes voulaient empêcher les travailleurs de s'organiser. Au contraire, ils les encouragent à le faire, dans un sens qui soit celui du « dialogue social », de la « concertation », et de surtout ne pas remettre en cause les rapports d'exploitations existants : chacun reste à

sa place, et les syndicats sont encouragés par la Loi à s'assurer que cet ordre social n'est pas remis en question.(1)

Le code du travail n'est certainement pas rédigé par les prolétaires, mais par la bourgeoisie et ceux qui ont la prétention de représenter le

prolétariat. Encore une fois, c'est la bourgeoisie qui arbitre et c'est elle qui décide si tel ou tel texte du code du travail est pertinent ou non. C'est elle qui décide de l'âge du départ à la retraite, et c'est elle qui décidera du travail des enfants si ça lui chante.

Pour nous, l'avènement du communisme-anarchiste n'est pas une histoire de structuration, même si l'organisation est tout de même nécessaire. Surtout elle ne doit pas être autoritaire, ni bureaucratique. Nous ne voulons pas d'obéissance aveugle à une bureaucratie, ni de supérieur hiérarchique ni aucune clique de chefs. Pour nous, la révolution sociale est une affaire qui concerne avant tout le prolétariat, dans lequel la CNT-AIT est partie intégrante légitimement. Son rôle est l'appui des luttes par une élévation de la maturité politique des travailleurs, elle travaille à l'émancipation de chacune et chacun.

Ne plus dépendre de la tutelle d'un chef ni d'une organisation bureaucratique qui étouffe l'esprit d'initiative, chez les militants les plus sincères. Favoriser l'activité autonome, et ainsi accroître intérêt et motivation pour la révolution. Voilà la Liberté que prône l'anarchosyndicalisme, qui ne sera jamais acquise au sein d'une structure centralisée et bureaucratique.

La Loi au contraire est faite pour intégrer tout le monde – même ses plus farouches opposants - dans son système.

Pour une organisation anarchiste prolétarienne se définir comme syndicaliste ou pas, n'a pas une grande importance, le syndicalisme est un produit du capitalisme (dans lequel nous vivons avec toutes les contradictions que cela implique, que nous le voulions ou non), mais qui peut malgré toutes ses limites être un outil utile pour abattre cette société. L'important est d'être immergé au sein du prolétariat, pour faire avancer nos idées, nos pratiques, avec un maximum de gens. Le syndicalisme traditionnel, institutionnel, réformiste, appelons-le comme on voudra, revendique et se vante des améliorations sociales et économiques qu'il arrive, peu souvent, à arracher ; mais ce ne sont finalement que des palliatifs illusoires, qui à la longue minimisent, détournent et diluent le caractère essentiel de la lutte sociale. Par ailleurs cela fait au moins depuis 50 ans que ce syndicalisme-là n'a plus rien arraché du tout, que de défaite en défaite il ne fait qu'enregistrer un recul continual de nos « conquis sociaux », lequel n'a été réellement acquis qu'au court de grèves générales limites insurrectionnelles (grèves de Juin 36, Mai 68).

Combien de fois dans les grèves ponctuelles organisées par des syndicats institutionnels, les grévistes suite à la lutte, prennent la carte d'adhésion de tel ou tel syndicat, pour au final ne jamais mettre les pieds au sein de l'Union Locale ? Qu'elle est cette prétendue efficacité dont ils se vantent tant ? Le syndicalisme domestiqué n'est pas plus dangereux pour la société capitaliste, que la prétendue rébellion punk à son époque ! Et en supposant qu'un syndicat comme la CGT soit considéré comme une organisation dangereuse, cette centrale serait interdite depuis longtemps.

Il s'agit d'aller au fond des choses, c'est-à-dire combattre l'Etat et le Capitalisme jusqu'à leur liquidation. Il faut être bien conscient que lutter pour la disparition du Capitalisme cela signifie aussi lutter pour la disparition du syndicalisme, puisque celui ci n'est qu'un outil développé pour résoudre les problèmes créé par la société capitaliste : sans exploitation salariale, plus de syndicalisme ... La raison d'être et les fonctions du syndicalisme disparaîtront en même temps que disparaîtront les causes qui l'ont suscitées. Tout révolutionnaire sincère doit donc œuvrer non pas à renforcer le syndicalisme mais au contraire à créer une situation où il deviendra inutile et devra disparaître. En ce sens, c'est le contrepied total de la fameuse Charte d'Amiens de 1906, la bible des syndicalistes révolutionnaires, qui prétend que « le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, la base de réorganisation sociale ». Au contraire, les anarchosyndicalistes proclament que le syndicat a vocation à disparaître au fur et à mesure que se développe le processus révolutionnaire, et que la réorganisation sociale future sera ce qu'en feront les travailleurs en lutte révolutionnaire, et pas les seuls syndicalistes.

Si à la CNT-AIT nous avons choisi de nous organiser sous forme syndicale c'est parce qu'aujourd'hui c'est la seule forme d'organisation qui soit exclusivement prolétarienne. Une association, un Parti Politique, regroupent des individus sur des bases idéologiques qui ne sont pas spécifiquement de classe. Dans un syndicat il ne peut y avoir

que des travailleuses et des travailleurs, pas des notables ni des rentiers ou des petits commerçants. Pour nous, le syndicat (ou plus précisément l'anarchosyndicat) sert de vecteur favorable à la propagation et à l'évolution de nos idées parmi les travailleuses et les travailleurs disposés à la contestation sociale. En cela notre vision du rôle du syndicat s'oppose radicalement à celle de l'Etat et du Patronat, qui refusent d'attribuer au syndicalisme une qualité de transformation sociale, le cantonnant à une doctrine de partenariat social. Ce syndicalisme institutionnel, d'accompagnement du développement du Capital, ne peut être d'obédience anarchiste.

Pour être explicite, nous cherchons à établir une ligne directrice claire pour nos activités ouvrières et nous refusons la notion de syndicalisme neutre politiquement, qui finit toujours par la collaboration avec l'Etat ou le patronat.

(1) *Suite aux dernières élections professionnelles : Le canard enchaîné du 15 avril 25 : « Nous n'avons jamais eu aussi peu d'adhérents et de votants, mais nous n'avons jamais été aussi riches », glisse un dirigeant syndical. Comme le révèle le Canard enchaîné, les syndicats [institutionnels] ont subi une large baisse de leurs adhérents, passant de 1 637 000 personnes en 2014 à 1 269 137 en 2023. Près de 370 000 adhérents ont ainsi quitté le navire. Malgré cette perte, les syndicats ont pu bénéficier d'un large pactole [de la part de l'Etat].*

SYNDICALISME : réforme de l'intérieur, possibilité ou mirage ?

Cet article a été écrit par un compagnon de Tunisie et porte sur le débat qui agite actuellement les militants en Tunisie : faut-il essayer de « révolutionner » de l'intérieur le syndicat réformiste (UGTT ? Union générale des Travailleurs tunisiens) ou bien au contraire faut-il essayer de construire une alternative autonome, en dehors du cadre institutionnel et étatique ? Cette réflexion nous semble tout à fait pertinente en France aussi, où pourtant l'État est autrement moins répressif qu'en Tunisie.

LUnion générale tunisienne du travail a toujours été une force centrale sur la scène politique et sociale tunisienne, mais elle souffre en même temps d'une contradiction fondamentale entre son rôle historique d'incubateur de luttes ouvrières et sa transformation en une institution bureaucratique calcifiée. La question centrale ici est : le syndicat peut-il être réformé de l'intérieur, ou toute tentative de le faire n'est-elle qu'une reproduction de la logique de l'État lui-même au sein du syndicalisme ?

La contradiction fondamentale : syndicat ou institution ?

Le syndicat est né dans le contexte de la lutte contre le colonialisme et s'est ensuite imposé comme médiateur entre les travailleurs et les autorités à l'ère de l'État national. Cependant, au fil du temps, elle a cessé d'être un simple outil de lutte, mais est devenue partie intégrante de la structure institutionnelle de l'État, négociant au sein d'un système politique et économique qui maintient la domination du capital.

C'est ici qu'apparaît la contradiction principale : un syndicat qui est censé représenter la classe ouvrière, mais qui est finalement soumis à la logique de l'État, c'est-à-dire à la logique de la hiérarchie, de la représentation et de la négociation au lieu de la confrontation directe.

Réforme de l'intérieur : possibilité ou mirage ?

Certains pensent qu'il est possible de réformer le syndicat en restaurant l'esprit de lutte en son sein, mais cette idée ignore la structure profonde qui le régit. De même que l'État ne peut être réformé pour devenir « horizontal » sans perdre son essence d'outil de répression, toute tentative de « démocratie » au sein du syndicat se heurte aux murs de sa bureaucratie inhérente, où chaque rébellion interne devient un nouveau projet de confinement. Toute réforme interne est, en fin de compte, une reproduction du même modèle avec de nouveaux visages.

L'alternative révolutionnaire : surmonter, pas réformer si le problème

réside dans la structure elle-même, la solution ne peut pas être un patchwork, mais radicale. L'alternative ne réside pas dans la réforme du syndicat, mais dans son dépassement vers des formes d'auto-organisation des travailleurs : conseils ouvriers, syndicats horizontaux, structures indépendantes de toute représentation bureaucratique. L'action syndicale révolutionnaire ne peut pas être une institution officielle, mais doit être un mouvement dynamique qui rejette la logique de médiation et cherche à créer une véritable force ouvrière en dehors du cadre de l'État et du marché.

Vers un nouvel horizon pour l'action syndicale. L'insistance de certains à vouloir réformer l'Union générale tunisienne du travail revient à

vouloir réformer l'État lui-même de l'intérieur : une illusion qui entraîne la lutte ouvrière dans le bourbier des réformes formelles. L'alternative n'est pas de recycler les mêmes mécanismes bureaucratiques, mais de construire des structures de lutte indépendantes fondées sur la démocratie directe et l'action collective.

La transcendance, et non la réforme, est la seule voie vers une véritable libération des travailleurs des contraintes de la bureaucratie et de la logique de l'État.

NC (Tunisie)

Lille : Les porteurs de coran tiennent salon !

Le 21/05/25

Dans le nord, on a connu les porteurs de missels, les Mulliez, Motte, Prouvost, Béghin, qui infestaient les politiques locales de leurs bondieuseries. Aujourd'hui, ce sont les éditions Les Étaques qui organisent à la Bourse du travail de Lille un « Salon du livre politique » au service de l'islamisme militant. Des maisons d'édition de toute la France ont confirmé leur venue il y a plusieurs semaines, mais les organisateurs n'ont dévoilé leur programme final qu'au dernier moment, avec la venue de la racialiste Houria Bouteldja – mais quelle différence entre racialisme et racisme ? Des précisions permettront de comprendre en quoi cette invitation est conforme aux stratégies de la maison d'édition : courtiser les religieux les plus réacs – du moment qu'ils sont musulmans –, comme s'il n'y avait pas dans les quartiers et associations de courageux militants de la gauche arabe : laïcs, féministes, universalistes, et réfugiés des divers « Printemps ».

Dans Bâillonner les quartiers paru en 2020 aux Étaques, le sociologue Julien Talpin prêchait une alliance avec les Frères musulmans, représentants, selon lui, d'un « islam progressiste », et remparts contre les salafistes. On le retrouve pourtant à converser trois ans plus tard avec Elias d'Imzalène, militant salafiste, contre la « Loi confortant le respect des principes de la République », dite « Loi séparatisme ». D'Imzalène a écoper dernièrement de 5 mois de prison avec sursis après avoir appelé à l'intifada dans les rues de Paris. Il est connu pour être un proche de Soral & Dieudonné, opposé au mariage homo et à l'éducation sexuelle à l'école. Voyer Internet pour plus d'informations. Son combat, c'est la sécession avec les mécréants. Talpin, fondateur d'un « Observatoire des libertés associatives » engagé contre le Contrat d'engagement républicain institué par la loi « Séparatisme », et partisan d'une alliance avec les réacs de l'islam, ne pouvait que sympathiser avec lui.

Talpin est chercheur CNRS au Ceraps, un laboratoire de science politique à Lille, où il dirige le Projet de recherche « ASSOPOP – Associations et pouvoirs publics : défiance, coopération et co-construction », qui finance son observatoire. On en déduit qu'il se

donne de l'argent public à lui-même, pour financer ses propres séminaires et conférences, mais aussi le poste de son « Chargé de recherche » qui n'est autre que l'animateur des Étaques. Vous suivez ? Cet « Observatoire » est par ailleurs soutenu par des députés insoumis comme Aurélien Taché, Danielle Obono, Mathilde Panot, ou la maire écolo de Poitiers Léonore Moncond'huy.

Mélange des genres toujours, son « terrain », ce sont ses amis, sinon les bénévoles et bénéficiaires des assos qu'il préside. Les personnes interrogées pour son dernier livre La France, tu l'aimes mais tu la quittes, sont recrutées pour raconter ce qu'il voulait entendre ; pour justifier la conclusion préalablement formulée. Ce qui enlève toute valeur sociologique à son travail. Mais n'empêche pas les éloges du Monde, France Inter, Libé, Socialter, Quotidien, etc.

Le premier rapport de l'« Observatoire », coordonné par Talpin et Antonio Delfini, le sociologue des Étaques, présente 100 cas de « restrictions de libertés associatives » témoignant selon eux d'une « citoyenneté réprimée ». Le deuxième critique plus particulièrement la répression de l'islamisme, dans laquelle ils voient « Une nouvelle chasse aux sorcières ». La référence est un peu exagérée, à l'égard de gens qui visent à instaurer un État religieux.

Après Talpin, Les Étaques publient en 2024 Ali Rahni (Pour le meilleur et pour le Pile), Frère musulman et lui aussi compagnon de la Manif pour tous, au prétexte que la reconnaissance de l'homosexualité porte la légalisation de l'inceste et de la pédophilie. Côté mœurs, Rahni fut pourtant un actif soutien de Tariq Ramadan dans ses affaires de viol, du moins jusqu'à ce qu'elles nuisent à sa carrière à Roubaix chez Les Écologistes. Bien lui en a pris. Rahni travaille désormais comme « assistant local » de l'eurodéputée verte de Roubaix Majdouline Sbaï. Tout cela explique la présence d'Houria Bouteldja dans un salon de gauche, bien qu'elle n'ait rien à voir avec la gauche. Sinon les gauchistes décrits ci-dessus, praticiens de la magouille et de l'entrisme.

Les saloperies de la porte-parole des « Indigènes de la République » sont connues depuis quinze ans : « J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'Islam », martelait-elle

dans Les Blancs, les Juifs et nous (La Fabrique, 2016). À cet islamopétainisme s'ajoute un antisémitisme sans ambiguïté, évoquant la mémoire de l'extermination des juifs comme une « religion civile européenne » à blasphémer ; et célébrant les défaitistes et collabos de 1940, comme Jean Genet « réjoui de la débâcle française en 1940 face aux Allemands » : « Ce que j'aime chez Genet, c'est qu'il s'en fout d'Hitler » Si on est antiraciste et antifasciste, on ne s'en fout pas d'Hitler. Si on est antifasciste, on combat Bouteldja.

À propos du président iranien et islamiste Ahmadinedjad, connu pour exécuter opposants, mécréants et homos, Bouteldja « exulte » quand il prétend que « Il n'y a pas d'homosexuels en Iran » : « Cette réplique m'a percé le cerveau. Je l'encadre et je l'admire. Ahmadinejad, mon héros. La Civilisation est indignée. Et moi j'exulte. »

Parmi les ordures qui auraient dû l'interdire de parole publique, celle de son exultation devant les assassinats d'enfants juifs perpétrés par Mohammed Merah : « Le 13 juillet 1998, je me suis endormie moi et me suis réveillée Zinedine Zidane. Le 21 mars 2012, je me suis couchée moi et me suis réveillée Mohamed Merah. »

Peu importe ses justifications alambiquées, seule une fière abjection permet d'écrire cela. Bouteldja ne sera jamais Zidane. Bouteldja, c'est Jean-Marie Le Pen avec ses provocations sur les chambres à gaz.

Elle défend maintenant le « patriotisme » comme seule « transcendance » capable de réunir les « blancs » et les « non blancs » :

« Cette transcendance ne peut plus être le communisme, elle ne peut plus être le christianisme, cette transcendance ne peut pas être l'islam (et croyez bien que je le regrette). » Elle n'a rien à foutre dans un salon du livre organisé dans une Bourse du travail. Pelloutier, Guesde, Delory et les autres doivent faire des loopings dans leur tombe.

Son projet est un capitalisme de couleur organisé par un État « décolonial ». Ce qui ne changerait rien à l'exploitation de tous par quelques-uns ni au pillage de la Terre. Il n'y a qu'à voir les dictateurs et pays du sud qu'elle tient pour héros et patrie, l'Iran et l'Algérie, des États policiers parmi les plus répressifs, les plus extractivistes, les plus réactionnaires.

La question reste de saisir pourquoi des gens d'ordinaire si « vigilants » sur les pêchés en pensées, en paroles, par action et par omission, promeuvent ce personnage ; alors qu'ils pourchasseraient comme fasciste tout « petit blanc » qui en dirait le centième.

Mais le plus scandaleux revient aux éditions des Étaques et à l'*« Observatoire des libertés associatives »* de susciter la confusion entre les dits quartiers populaires, leurs mouvements associatifs et citoyens, la lutte antiraciste, et les courants religieux les plus obtus, stupides et réactionnaires. Comme s'il n'y avait pas parmi les populations d'origine étrangère dont ils prétendent se soucier, des syndicalistes, des écolos, des laïcs, des universalistes.

Des mécréants de toutes origines.

La Mouette Enragée communique ; Une mouette censurée au salon du livre politique de Lille !

Date: 2025-05-23 18:08

De: a-infos-fr@ainfos.ca

À: a-infos-fr@ainfos.ca

Conviés à participer au salon du livre politique qui se tient ce week-end à la Bourse du Travail de Lille, les organisateurs de l'événement nous ont fait entendre que nous ne pourrions présenter d'autres ouvrages que le nôtre (1), en particulier ceux de notre éditeur (2), Acratie! ---- La raison invoquée est simple, le livre de notre camarade Vanina, «Les leurre postmodernes contre la réalité sociale des femmes»(3), déplaît aux idéologues de la «déconstruction». ---- Ces derniers réprouvent son féminisme matérialiste et universaliste. Un comble dans l'enceinte d'une Bourse du Travail quand on apprend que durant cet événement Houria Bouteldja y sera accueillie à bras ouverts pour y dérouler ses thèses racialiste... ---- En conséquence, nous avons décidé de boycotter l'événement et de rendre publics les courriers envoyés aux organisateurs de ce salon ainsi qu'à ses participants.

A Boulogne-sur-mer, le 22/05/2025

(1)<https://lamouetteenragee.noblogs.org/post/2025/02/09/la-mouette-enragee-publie/>

(2) <https://editionsacratie.com>

(3) <https://editionsacratie.com/les-leurre-postmoderne-contre-la-realite-sociale-des-femmes-vanina/>



A mesdames et messieurs les censeurs ...

En défense de la libre circulation des livres et de la pensée.

Depuis dix ans, un vent mauvais souffle sur le mouvement libertaire. Un vent d'inquisition, qui cherche à limiter la circulation des livres et de la pensée. Cela avait commencé à Marseille, en 2016, par une attaque de la librairie Mille Babord de Marseille. Au rassemblement international anarchiste de Saint Imier en 2023, la table de presse de la Fédération anarchiste avait été renversée, des livres brûlés, des compagnons blessés. Notre local aussi a eu son lot de tags fleuris. En ce printemps 2025, coup sur coup, deux nouveaux incidents montrent que la Nouvelle Inquisition se sent de plus en plus à son aise. A Lille tout d'abord où les organisateurs du "salon du livre politique" ont invité le groupe la Mouette Enragée de Boulogne à présenter leur excellent livre sur l'enquête ouvrière, mais à la condition qu'ils n'exposent aucun autre livre des Editions Acraties, et surtout pas celui de Vanina, « Les leurre postmodernes contre la réalité sociale des femmes ». Cette critique féministe matérialiste et universaliste n'est pas du goût des organisateurs. Ils préfèrent dérouler le tapis rouge à la raciste patriotarde Houria Bouteldja, venue pour y vendre sa dernière soupe, "le communisme à visage patriote". A Lyon ensuite, où la librairie La Gryffe a reçu une lettre comminatoire de l'Organisation de Solidarité Trans de Lyon leur enjoignant de retirer de la diffusion le livre de Vanina. Cette bouffée d'intolérance autoritaire a fait réagir Victor Cachard, libraire et auteur du livre "Histoire du sabotage - Neutraliser le système techno-industriel". Nous relayons ici son texte dans lequel nous nous retrouvons.

En défense de la Librairie La Gryffe

Il fallait s'y attendre. À force de proclamer la fin des normes, on a donné naissance à un appareil normatif plus vorace encore. À force de dénoncer les assignations, on a créé des catégories plus contraignantes, plus pointilleuses, plus inquisitrices que celles de l'état civil.

Le mouvement Queer, qui devait saper les fondations de l'ordre social, s'est retourné contre lui-même, fasciné par ses propres discours, converti en dogme, en discipline, en industrie. Il ne subvertit plus : il gouverne. Et à l'horizon, il prépare la corde avec laquelle les fascistes aux portes du pouvoir vont nous pendre.

On aurait pu rêver d'un monde où chacun, chacune, s'arrache à l'empire des identités figées, où les devenirs ne se comptent pas, ne se nomment pas, ne s'autorisent pas. Un monde où l'on traverse les formes comme on

traverse les paysages : avec abandon, avec prudence, avec la joie de n'être jamais tout à fait le même. Mais ce monde-là ne produit pas de papiers d'identité, pas de certificats de conformité, pas de subventions.

Il a fallu tout encadrer. Tout justifier. Tout traduire dans le langage de la reconnaissance : reconnaissance des vécus, reconnaissance des souffrances, reconnaissance des pronoms. Et la puissance d'être, cette poussée dionysiaque par laquelle un être déborde de lui-même, s'est vue réduite à un formulaire, à une revendication, à une ligne dans une charte, un X sur un titre de séjour.

Le mouvement Queer s'est retourné contre ce qu'il avait de plus précieux : sa capacité à laisser être, à se faire l'allié des écarts, des hésitations, des questions irrésolues, des expressions intraduisibles et des formules indicibles, des formes qui n'en sont pas. À la place, il est devenu institution, didactique, contrat social. Il ne dérange plus les normes : il les fabrique à son tour, les impose, les fait

surveiller. Il n'autorise plus les fuites, il administre les identités.

Et pointe un doigt inquisiteur, interdit la réception des livres, censure dans la violence et jette au pilori les pensées divergentes qui osent dire que le mouvement féministe est hétérogène, contradictoire.

Le pouvoir s'est engouffré dans cette brèche. Il adore les langages complexes, les nouvelles règles, les recensements. Le capital aussi, lui qui se nourrit de la segmentation infinie des désirs. Le mouvement Queer est devenu un marché. Une étiquette. Un rayon. Une grille tarifaire. Une certification. Il ne trouble plus rien : il alimente l'ordre technocratique des subjectivités formatées.

Alors il faut partir. Il faut se retirer des mouvements devenus dogmes, de la diversité devenue budget, du safe space devenu panoptique. Il faut rompre avec les nouvelles normativités qui parlent d'émancipation tout en vous interdisant la parole, qui parlent de fluidité tout en vous exigeant de vous nommer, qui parlent de corps mais n'écoutent que les lexiques autorisés.

Il faut cesser de négocier avec l'ordre, fût-il inclusif. Refuser les bannières. Désérer les proclamations identitaires. Se retirer de l'espace social formaté par les champs lexicaux militants. Non par haine, mais par attachement profond à la liberté. À une liberté qui ne se dit pas, qui se vit, qui se cherche dans le silence, dans l'exil, dans le refus d'être récupéré.

Nous ne voulons pas être reconnu-e-s. Nous ne voulons pas être protégé-e-s. Nous ne voulons pas être validé-e-s.

Nous voulons devenir chaos.

Et cela n'a pas besoin d'être dit en public, ni certifié, ni applaudi. Cela a besoin de solitude, de complicité réelle, d'alliances souterraines, d'actions précises, de gestes sans

AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le 19 juillet 2025

Nous organisons notre commémoration annuelle à partir de 19 H, allée Francisco

Ponzan si le temps le permet, auquel cas ce sera dans notre local, auberge espagnole + diffusion film et débat

Pour tout renseignement contactez :
CNT-AIT Toulouse
7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste) :
Continue ses actions en faveur des réfugiés et notamment des mineurs isolés. Nous avons besoin de votre soutien ! Nous sommes aussi demandeur de soutien sous forme de temps à partager pour nos activités, de fournitures scolaires ou produits de première nécessités.

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com
SIA-toulouse@riseup.net
facebook.com/Solidarité-Internationale-Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des personnes qui se retrouvent dans les principes, tactiques et finalités de l'Anarchosyndicalisme, et souhaitent commencer à oeuvrer localement pour diffuser nos idées et nos pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement une initiative CNT-AIT, ou rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à prendre contact avec nous par mail (contact@cntaittoulouse.lautre.net) ou par courrier (CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE)

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-AIT
<http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141>

L'Anarchosyndicalisme en question et Fédereseau : <https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi>

●Courrier des lecteurs ● ● ● ● 15

nom, de fuites joyeuses. Cela a besoin de saboter l'idée même qu'une norme, même « progressiste », puisse nous convenir.

Nous sommes de celles et ceux qui passent sans s'annoncer, qui vivent sans biographie, qui refusent les archétypes comme les utopies. Ce que nous cherchons n'a pas de sigle, pas de drapeau, pas de hashtag. Ce que nous cherchons, c'est la vie nue, la puissance sans enveloppe, l'être sans justification. Nous ne sommes pas Queer.

Nous sommes ce qui reste quand tout le reste a été digéré par la machine. Et nous n'attendrons pas qu'elle nous recrache.

Victor Cachard

A propos du Parti Communiste ...

J'ai lu dans le précédent numéro d'anarchosyndicalisme votre article "Le RN, hier comme aujourd'hui, est le parti de la bourgeoisie.". Vous avez complètement raison ! Sinon ce matin j'écoutais France Inter vers les 8h30 une interview du premier et dernier de la classe politique, le secrétaire du parti communiste français. Il a eu une pensée positive sur la mort du pape ... Il a écrit encore un livre sur la prochaine élection présidentielle, dans lequel il dit qu'il faut récompenser le travail et laisser les sans travail se débrouiller seul. Lamentable ! Et après ils s'étonnent qu'on s'abstienne de voter pour eux !

Ecologie pratique depuis ma fenêtre

Heureuse cet après-midi: pas de vent pour m'apporter les effluves de la porcherie récemment agrandie ... J'ai ouvert ma fenêtre de chambre, je m'appêtais à lire ou tricoter dans mon bout de jardin, en profitant du parfum de la glycine ou de l'aubépine. Malheur, la goudronneuse est venue enrober le terrain d'à côté, afin que l'eau file le plus rapidement possible à la rivière et que ne pousse aucune fleurette sauvage. Après l'arrosage à grande eau de javel autour de l'église, nouvelle odeur. Pas une pâquerette ou un pissenlit ne doit pointer le bout de son nez dans les pelouses! "C'est propre" mais pas hygiénique du tout puisque, pour rappel, l'hygiène englobe les actions ayant pour but de favoriser la vie. Il semble qu'une grande majorité des philistins et du conseil municipal soit résolument anti-écologie. (Cours goudronnées, pelouses telles des tapis artificiels...)

Inlassablement : résister et lutter.

Cela fait plus de 15 ans que j'accompagne les personnes dites en situation irrégulières. La trop c'est trop avec les nouvelles circulaires l'obtention d'un titre de séjour est très difficile. Pour le travail il faut d'abord rester en France minima 3 ans et travailler 12 mois sur 24 mois au black mais avec preuves : pour les autres possibilités entre 5 ans et 7 ans de présence à prouver :

Quasiment impossible pour les personnes rencontrées.

Le fait d'énoncer ses règles à des personnes en attente d'une régularisation fait de moi un soutien indirect à ses directives inadmissibles.

Continuez à les rencontrer alors que la réponse sera négative ou impulser autre chose? Une lutte ? Dans un contexte perclus de lois répressives,

CONTINUEZ A LUTTER !

Nous sommes tous des enfants d'immigrés de par l'histoire.

Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ... Vie de la CNT-AIT ...

Camping CNT-AIT 2025 Communiqué :

Comme chaque année depuis 40 ans, la CNT AIT organise son camping d'été du Dimanche 27 juillet au Dimanche 3 août 2025; Ce camping se veut un moment de rencontres, de débats et de convivialité.

Toutes les activités sont auto organisées et décidées par l'assemblée des campeurs. Les tarifs sont fonction des revenus et décidés par l'assemblée.

Projections de films et de vidéos, conférences, débats et moments de détente laissés à l'initiative de chacun. Chacun est maître de son emploi du temps et peut proposer des activités (jeux, sports, débats, etc.)

Le camping se déroule dans un endroit très agréable et calme tout près d'un petit village.



Pour plus de renseignements prendre contact avec la CNT AIT

Courriel: contact@cntaittoulouse.lautre.net

Courrier: CNTAIT 7 rue saint Rémésy 31000 Toulouse

Nouvelles brochures

Deux nouveaux titres sont disponibles dans notre petite bibliothèque de brochure. Plus de 40 titres sont disponibles, n'hésitez pas à nous demander le catalogue. Chaque brochure peut être téléchargée en ligne ou vous être envoyée par la poste. Participation aux frais d'impression et de ports appréciée, 8 euros par brochure.

UN CHAT NOIR, UN A CERCLE, UN DRAPEAU ROUGE ET NOIR ... ET UN RATON LAVEUR :

Une petite histoire des symboles anarchistes ...

Pourquoi cette brochure ? Pour la curiosité, l'amusement, pour se réapproprier nos symboles et sortir du confusionnisme ambiant. Mais aussi pour dissiper le fétichisme qui règne dans le « milieu » anarchiste où les images et les symboles deviennent des icônes. C'est une invitation à réfléchir sur comment la Société du spectacle dans laquelle nous sommes immersés essaie aussi de s'approprier nos idées pour les transformer en simples signes identitaires – quand ce n'est pas en marchandises et en objets de consommation ... - et ainsi les vider de toute force subversive. Et pourquoi un raton laveur ? Parce que Prévert.

Symboles abordés dans la brochure : le drapeau noir, A propos d'un faux drapeau Makhnoviste, les origines du drapeau rouge et noir, Tout ce qui est rouge et noir n'est pas anar, le logo de l'AIT, la Croix Noire Anarchiste, le sabot, le label syndical, la devise Pourquoi les anarchistes s'appellent entre eux compagnons et pas camarades ? No pasaran, les trois flèches, Siamo tutti antifascisti : des symboles de défaites, Ni Dieu ni Maître, le A cerclé, L'emblème historique de la CNT : Hercule et le Lion de Némée, d'où vient le symbole du Chat Noir anarchiste ?, Les mains entrelacées, un symbole anarchiste de lutte et de solidarité... .



Télécharger la brochure : <https://cnt-ait.info/2025/04/29/symboles-anar>

La CNT-AIT en Mai 1968 : la réapparition des drapeaux rouges et noirs [Brochure]

Beaucoup d'encre a coulé sur Mai 68. L'histoire en a été écrite et surtout réécrite. De nombreux commentateurs l'ont arrangé à leur sauce, mettant en lumière ce qui leur a réussi et « oubliant » d'analyser les échecs de certains choix stratégiques, pourtant massifs, de 68 et surtout de l'après 68

Vous pouvez également trouver notre journal dans ces librairies :

- Librairie Terra Nova , 18 r Gambetta,
31000 Toulouse

- Librairie Floury , 36 r Colombette, 31000
Toulouse

- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64,
avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011
Paris

qui, de la « Gauche prolétarienne »[1] et du maoïsme à l'entrée massive des « révolutionnaires » à la CFDT[2] en passant par le confusionnisme genre PSU[3] ont largement contribué à détruire le mouvement social dans les années 70.

Pour ne pas tomber dans le même travers, il nous a paru plus sain de publier essentiellement ce qu'on pourrait appeler du document brut, c'est à dire des articles de l'époque avec juste ce qu'il faut de commentaires pour les remettre dans leur contexte, à quoi nous avons ajouté une courte réflexion en forme de conclusion. Les articles ont été pris dans « Le Combat Syndicaliste » (CS) et ses suppléments. Cette version est enrichie par rapport à la première édition en 1998 avec de nouveaux documents et images inédite de la participation de la CNT-AIT aux événements. Un second tome consacré aux évènements à Bordeaux sera publié prochainement.

<https://cnt-ait.info/2025/05/07/cnt-ait-mai-1968>

Nouveau numéro du bulletin en esperanto « Informa Bulteno »

Connaissez-vous l'Esperanto, la langue internationale ? Cette langue plus que centenaire est parlée par des centaines de milliers d'individus sur tous les continents. L'Esperanto est un projet utopiste, généreux, humaniste, profondément pacifiste, créer une langue universelle commune pour faciliter les échanges et gommer les différences entre les cultures et les peuples. Construire une langue de paix, pour la paix ! Les compagnons de l'Initiative CNT-AIT 03 ont ouvert une page Facebook « Per Esperanto Por Anarkismo kaj Libera Pensio » (Par l'espéranto pour l'anarchisme et la libre pensée), pour permettre à ceux qui s'intéressent à l'esperanto, qu'ils soient débutants ou confirmés, de pouvoir pratiquer et échanger : <https://www.facebook.com/profile.php?id=61574637487677>

D'autres compagnons de la CNT-AIT animent un site internet consacré à l'anarchisme en Esperanto : <https://informabulteno.wordpress.com>. Enfin un nouveau numéro du bulletin espérantiste « Informa Buteno » est disponible. N'hésitez pas à le demander si vous souhaitez le recevoir au format papier.

Pour commencer à apprendre l'Esperanto, rien de plus simple : contactez un groupe espérantiste proche de chez vous (liste ici : <https://esperanto-france.org/federations-et-clubs-d-esperanto-en-france>) ou bien suivez les cours en ligne : <https://ikurso.esperanto-france.org>

Nous venons d'édition une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers.

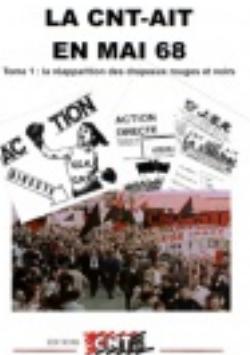
Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail (contact@cnt-ait.info)

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



Censure Poutinienne, comme au bon vieux temps de l'URSS ...

Nous adressons notre journal à nos compagnons de la section russe de l'AIT par la poste depuis plus de 20 ans. Mais depuis un an, le journal nous est régulièrement renvoyé par la poste russe. Comme par hasard, les journaux qui nous sont retournés par l'administration postale russe sont ceux qui parlent des actions anti-guerre en Russie ou de la campagne de soutien aux déserteurs russes de l'initiative de solidarité "Olga Taratuta" ... Comme au bon vieux temps de la censure soviétique ... Mais Poutine n'est-il pas un pur produit du KGB ?



CNT-AIT: Nia kontraŭfaŭismo
estas senkomromisa!

LIBERSCO!

Se acusa de pertenecer a la mafia italiana. Un juez ordenó detenerlo como sospechoso de haber matado a su hermano y a su sobrino. Pero el magistrado italiano que lo acusó de asesinato no tiene la autoridad para detenerlo. Porque él es un leopardo.

El juez mafioso



Communiqué de la CNT-AIT Perpignan sur les 10 heures Palestine

Nous avons appris qu'il y a ce samedi un évènement de solidarité soit disant avec la Palestine organisé à Perpignan ce samedi 19 avril, « 10 heures pour la Palestine »

Cet évènement bénéficie du soutien, outre des trotskystes du POI ou du NPA ou encore des politiciens populistes de la LFI, du groupe CNT66.

(Au moment où nous rédigeons ce communiqué le NPA et la LFI ont décidé de retirer leur soutien. Le POI et la CNT 66 ne se sont pas exprimés dans ce sens).

Or cet évènement a prévu de faire intervenir Michel Collon, sur le thème des médias.

L'UJFP (Union Française Juive pour la Paix) – avec laquelle nous n'avons aucune complaisance – a tenu à se démarquer de cet individu et à se retirer de cet évènement en précisant : « Nous ne souhaitons pas être partenaires de personnalités dont les positions peuvent rejoindre celles de l'extrême droite complotiste, en voyant dans le soutien impérialiste à l'État d'Israël le résultat de l'influence d'un complot juif mondial qui dirige le monde. Nous ne souhaitons pas davantage être partenaires de personnalités qui mettent en avant des ouvrages avec des contributions d'idéologues antisémites notoires comme Bricmont ou Blanrue, comme le fait Michel Collon encore aujourd'hui, dont l'association a par ailleurs encore récemment invité le président du Réseau Voltaire France, réseau lui-aussi antisémite. Nous ne mentionnons à dessein que des activités récentes, mais si on remonte dans le temps, on trouve nombre d'éléments allant dans le même sens.

»

La nécessaire solidarité avec les palestiniennes et palestiniens contre les massacres qu'elles et qu'ils subissent est incompatible avec soutenir une conférence à laquelle participent des antisémites assumés et connus.

Nous tenons à préciser que la CNT-AIT n'a rien à voir avec la CNT66, qu'elle ne partage en rien ses positions confusionnistes et mortifères. La CNT-AIT se revendique exclusivement de l'anarchosyndicalisme et non d'un vague « syndicalisme révolutionnaire ».

De plus, au-delà du soutien à des antisémites, le fait de participer à un évènement organisé par des partis politiques est un soutien à ces partis politiques. La CNT-AIT ne participe à aucun action conjointe avec des partis politiques quels qu'ils soient, les partis politiques ayant démontré depuis plus de 100 ans leur nocivité et leur capacité d'entrave à la liberté et à l'émancipation.

La CNT-AIT se solidarise avec tous les êtres humains qui ont à souffrir de la guerre, de l'exploitation capitaliste et de la domination violente des États ou des groupes paramilitaires, en tout temps et tout lieu. Elle combat sans relâche et avec détermination le poison identitaire, source de tous les racismes.

Pour contacter la CNT-AIT sur Perpignan : perpignan@cnt-ait.info

CNT-AIT Perpignan

L'antarctique libre- un territoire pour toute l'humanité.



Déclaration de la Fédération régionale des travailleurs argentins (FORA-AIT)



LAntarctique reste le dernier continent libre qui n'appartient à aucun État. Sa position particulière a été reconnue dans le Traité sur l'Antarctique de 1959, qui déclarait que le continent serait utilisé " exclusivement à des fins pacifiques " et interdisait toute activité militaire, limitant la présence des forces armées à l'aide à la recherche scientifique. Le même traité gèle les revendications territoriales existantes sur l'Antarctique et interdit toute nouvelle tentative d'appropriation de son territoire.

Toutefois, ces normes du droit international ne constituent pas garantie définitive, car elles reposent sur l'engagement volontaire des États parties. La protection de l'Antarctique ne doit pas se limiter au maintien de son statut juridique actuel. Une proclamation radicale est nécessaire : contre la souveraineté, contre le militarisme, contre l'appropriation par les États et les sociétés transnationales. L'Antarctique doit

rester libre d'États, de frontières, de marchés et d'armées. Non pas comme une exception, mais comme un exemple du possible : un territoire qui n'appartient à personne parce qu'il est à nous tous.

Militarisation déguisée : la guerre arrive par la porte arrière.

Bien que le traité interdise l'établissement de bases et de manœuvres militaires, il autorise l'utilisation d'équipements et de personnel militaires à des fins " publiques " ou " scientifiques ". Cette ambiguïté est utilisée pour justifier une présence militaire secrète.

Par exemple, les accords de coopération militaire signés en 2024 par le gouvernement Milian avec le Commandement Sud des Etats-Unis (SOUTHCOM) approfondissent la militarisation de l'Atlantique Sud et s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie géopolitique projetée sur l'Antarctique, préparant les conditions d'un contrôle logistique sur la région polaire en violation de l'esprit du Traité sur l'Antarctique. Le

déploiement d'infrastructures militaires américaines à Ushuaia (Terre de Feu) est un cheval de Troie pour la mise en œuvre de projets nord-américains dans le Cône Sud au détriment de la coopération scientifique et de la protection de l'environnement, qui devraient être une priorité dans cette zone.

En avril 2025, la Royal Navy britannique et la marine chilienne ont signé une convention visant à " promouvoir l'industrie navale ". Le véritable objectif de cet accord était d'accroître la dépense militaire du Chili envers la Grande-Bretagne et de consolider le soutien de la marine chilienne à la colonie britannique des îles Malouines, base stratégique pour les plans britanniques pour l'Antarctique et de renforcer leurs revendications territoriales dans la région.

La présence croissante de la Chine, de la Russie et des puissances de l'OTAN sur le continent Antarctique sous couvert d'études scientifiques représente une nouvelle forme de compétition secrète entre États qui utilise la science comme justification pour créer des enclaves stratégiques et avancer dans une course silencieuse aux ressources naturelles et au contrôle géopolitique de la région.

Revendications territoriales et cupidité des sociétés transnationales : le spectre du capitalisme des ressources

Sept pays maintiennent des revendications territoriales sur l'Antarctique. Bien que ces revendications aient été gelées par le Traité, elles n'ont pas été retirées. Certains pays ont des revendications communes (comme l'Argentine, le Chili et le Royaume-Uni), tandis que d'autres pays, comme les Etats-Unis et la Russie, se réservent le " droit " de formuler des revendications à l'avenir. Cette logique propriétaire est intenable : les droits de propriété ne peuvent être revendiqués sur des terres qui n'ont pas de population indigène ou permanente, et encore moins au nom d'États dont l'histoire est construite sur l'appropriation, la guerre et l'exclusion.

L'Antarctique contient d'importantes réserves de pétrole, de gaz et de minéraux, qui excitent la cupidité des États et des sociétés transnationales. Bien que le Protocole de Madrid de 1991 interdise toute exploitation minière commerciale, cette disposition pourrait être révisée dès 2048.

Parallèlement, les activités extractives comme la pêche industrielle du krill, élément clé de la chaîne alimentaire polaire, augmentent et chaque année de nouvelles études " scientifiques " découvrent de nouveaux gisements d'hydrocarbures ou de minéraux. Le développement menace les écosystèmes et démontre l'échec de l'approche étatique et capitaliste dans la gestion des biens communs.

Vers un Antarctique autonome et sans État

Nous, de la Fédération des travailleurs régionaux d'Argentine (FORA-AIT), proposons que l'Argentine ne soit pas gouvernée comme une co-domination d'États, mais organisée par la base,

à travers un réseau mondial de coopération scientifique, environnementale et communautaire.

À cette fin, nous proposons la création d'un Conseil scientifique mondial de l'Antarctique doté d'un mandat révocable et de fonctions consultatives. Cet organisme ne représentera pas les États, mais les connaissances et les accords : une forme d'administration sans souveraineté, sans hiérarchie et sans arme.

Ainsi, les stations de recherche seront gérées par des équipes internationales, des universités autonomes et des communautés scientifiques sans surveillance gouvernementale ni motivation de profit. De cette façon, l'Antarctique sera orienté vers une connaissance commune, ouverte et transparente, plutôt que vers le service d'intérêts géopolitiques.

Bien que le Traité sur l'Antarctique soit un accord à durée indéterminée, le Protocole sur la protection de l'environnement au Traité sur l'Antarctique (également connu sous le nom de Protocole de Madrid, signé en 1991 et entré en vigueur en 1998) contient une clause clé pour sa future révision 50 ans après son entrée en vigueur, c'est-à-dire à partir de 2048. Cette année-là, toute partie peut demander une conférence pour réviser le Protocole, et les dispositions actuelles peuvent être modifiées, y compris l'interdiction absolue de l'exploitation minière commerciale actuellement en vigueur.

La présence de l'État en Antarctique signifierait un « progrès capitaliste » secret, déguisé en science ou en souveraineté. La glace et la vie qu'elle contient ne peuvent pas être converties en bien ou en propriété. Les revendications des États sur l'Antarctique n'ont fait que perpétuer les idées de frontières, de souveraineté et d'exclusivité nationale- autant de fictions qui ont alimenté les guerres et le capitalisme extractif tout au long de l'histoire. Ce qui est en jeu n'est pas seulement une carte du monde, mais la possibilité d'imaginer un territoire sans propriétaire, sans armée, sans drapeau.

Nous, à FORA-AIT, appelons à une campagne internationale pour établir un Conseil mondial des sciences de l'Antarctique qui représentera toute l'humanité, libre de frontières, d'États et d'intérêts militaires et commerciaux.

Fédération régionale du travail argentine (FORA-AIT)

Buenos Aires, le 17 mai 2025

antartidalibre@riseup.net

Source : <https://airus.info/node/6311> ou <https://telegra.ph/Svobodnaya-Antarktida-territoriya-dlya-vsego-chelovechestva-05-19>

Déclaration des Anarchistes du Soudan pour le Premier Mai

À l'occasion du 139e anniversaire de la Journée internationale des travailleurs, déclaration du Groupe anarchiste au Soudan

« C'est la sixième fois que nous commémorons cet événement depuis la naissance de notre groupe. Nous le faisons en confrontant et en transcendant ce que nous avons absorbé des grandes luttes sociales du mouvement ouvrier libertaire mondial tout au long de l'histoire humaine et anarchiste.

Nous puisons notre inspiration dans notre parcours révolutionnaire, qui a débuté au cœur du soulèvement de 2018 visant à renverser le régime – un parcours qui a traversé l'horrible massacre du sit-in de Khartoum le 3 juin 2019, la prise en charge de la révolution populaire par les partis politiques, leurs négociations avec le conseil militaire dictatorial, leur accord de partage du pouvoir et les conflits internes qui ont conduit au tristement célèbre coup d'État du 25 octobre – et, plus récemment, la guerre autoritaire sanglante du 15 avril, qui a engendré l'une des pires crises humanitaires de l'histoire moderne.

Nos compagnons continuent de se battre avec courage, brandissant haut l'étandard de la liberté, engrainant les valeurs anarchistes et préservant le groupe en ces temps catastrophiques. Nous nous souvenons de nos martyrs tombés en secourant des victimes de guerre, de nos compagnons qui ont perdu leur maison, des personnes déplacées et de celles qui continuent de se battre avec acharnement au Soudan.

Notre lutte mérite une documentation précise, afin de s'ajouter aux expériences libertaires plus vastes du monde, et plus particulièrement de l'Afrique, ce continent empêtré dans des conflits autoritaires clairs et divers. Nous avons appris que notre combat contre l'autorité doit être global :

Économiquement, en résistant au capitalisme, à l'esclavage salarié, au travail des enfants et à l'exploitation des femmes comme main-d'œuvre bon marché ; politiquement, en résistant aux systèmes totalitaires, aux dictatures militaires et au fascisme ;

Culturellement, en démantelant les principaux piliers des régimes autoritaires dans les États africains : le tribalisme et les divisions ethniques ;

Globalement, en empêchant nos peuples de devenir des rats de laboratoire dans les luttes de pouvoir mondiales.

Le Soudan, terre riche de culture et d'histoire ancienne, est soumis à la domination des autorités traditionnelles et militaires depuis le

colonialisme britannique, ce qui a ouvert la voie à une politique de dépendance qui perdure encore aujourd'hui. Suivant le nouveau modèle mondial de démantèlement des peuples par la création de milices, le régime fasciste a donné naissance aux milices Janjawid, responsables de massacres effroyables à Khartoum, Al-Jazirah, Wad Al-Noora, Omdurman, Sennar et El-Fashir, ville qui continue d'être bombardée et soumise à un nettoyage ethnique.

À El-Fashir, nous avons perdu le compagnon Omar Habbash, un médecin anarchiste héroïque qui a insisté pour rester soigner les blessés au milieu des bombardements systématiques et du génocide.

Nous nous souvenons également de notre compagne Sara, tuée dans un attentat à Khartoum – Sara, qui a toujours rêvé d'un mouvement féministe fort et non autoritaire, d'un véritable front anarchiste et libérateur rejetant l'impérialisme, comprenant l'essence même de la lutte et capable d'atteindre ses objectifs et de libérer les femmes de notre pays des rouages, de l'idéologie et de la propagande du pouvoir.



Alors que nous continuons à résister – en soignant nos compagnons volontaires blessés dans les zones dangereuses, en évacuant ces personnes qui sont prises au piège dans les zones de conflit, en soutenant les moyens de subsistance des compagnons déplacés et sans abri à l'étranger, en écrivant, en documentant et en construisant des projets d'autosuffisance – nous sommes profondément reconnaissants à tous ceux qui nous ont soutenus. Votre solidarité atténue la brutalité de la mort, des déplacements et des meurtres. Même les plus petites contributions ont un impact considérable – elles sauvent la vie de nos compagnons et défendent leur droit à l'existence en tant qu'êtres humains.

Aujourd'hui, nous vous adressons la parole avec l'espoir que cette guerre, qui a détruit la vie de millions de personnes, les a déplacées, tuées et a alourdi leur existence, prendra fin. Nous promettons à nos compagnons du monde entier que nous continuerons à lutter pour la liberté et l'anarchisme jusqu'à notre dernier souffle.

Soutenez notre expérience. Soutenez notre lutte. Nous luttons pour une société anarchiste libre. " 1er mai 2025

Groupe anarchiste au Soudan